

**Mémoire sur l'urgence
climatique : Transition vers une
économie à faibles émissions de
carbone**

**Présenté par : La Chambre de commerce
d'Estevan**

Recommandation 1 : Que le gouvernement finance le développement d'une technologie de captage et de séquestration du carbone (CSC).

Recommandation 2 : Que le gouvernement finance la création d'un centre d'excellence de l'énergie à Estevan, en Saskatchewan.

Recommandation 3 : Que le gouvernement tienne compte des incidences sociales et économiques des politiques de réduction des émissions de carbone sur les collectivités.

Recommandation 4 : Que le gouvernement veille à ce que les collectivités affectées par les politiques de réduction des émissions de carbone aient rapidement accès aux fonds et au soutien qui les aideront à faire la transition.

Recommandation 5 : Que le gouvernement reconnaisse que la transition vers une économie à faibles émissions ne devrait pas compromettre la production fiable et abordable de charge de base.

Recommandation 6 : Que le gouvernement produise un rapport sur l'indice de tarification du carbone.

Recommandation 1 : Que le gouvernement finance le développement d'une technologie de captage et de séquestration du carbone (CSC).

La Saskatchewan est une pionnière de la technologie de CSC. Le gouvernement fédéral appelle à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, mais ne cherche pas à développer la technologie à la centrale thermique de Boundary Dam, alors qu'elle est en mesure d'être carboneutre. En 2018, cette centrale a capté 625 996 tonnes de CO₂; les chiffres sont encore plus impressionnants si on remonte à son ouverture. Le site Web de SaskPower affirme ce qui suit concernant le projet de captage du carbone de Boundary Dam : « En 2014, la centrale de Boundary Dam, près d'Estevan, est devenue la première au monde à exploiter la technologie de CSC. Depuis son ouverture, elle a capté 2 465 333 tonnes de CO₂, soit l'équivalent de 616 333 voitures qu'on retirerait des routes de la Saskatchewan. » [Traduction]

Grâce à cette technologie, la centrale est passée d'une production énergétique au charbon à partir de combustibles fossiles à une production à faibles émissions et pourrait même devenir une installation carboneutre. Une distinction énorme que le gouvernement fédéral ne semble ni comprendre ni reconnaître. Cette technologie peut être utilisée dans les centrales au gaz naturel et par d'autres secteurs de l'industrie et a un grand impact sur les émissions.

Ne négligeons pas, par ailleurs, le fait que cette technologie pourrait être utilisée sur des sous-produits du CO₂. Le CO₂ est utilisé dans la récupération assistée des hydrocarbures. Ainsi, le secteur pétrolier et gazier du Canada utilise rationnellement ses ressources et peut réduire ses émissions de carbone.

Toute technologie qui a une incidence à grande échelle sur les émissions de CO₂, qui peut être adoptée pour toutes les technologies et tous les secteurs d'activité et qui garantit la place du Canada en tant que pionnier dans le développement des technologies de CSC, devrait bénéficier de tout le soutien du gouvernement.

Recommandation 2 : Que le gouvernement finance la création d'un centre d'excellence de l'énergie à Estevan, en Saskatchewan.

Le monde regarde ce que fait le Canada. On afflue de partout à Estevan, en Saskatchewan. Nous avons accueilli d'innombrables délégations et visiteurs à notre centrale de CSC, le premier projet de CSC à grande échelle au monde. À l'ouest d'Estevan, le premier projet géothermique à grande échelle du pays est en train de voir le jour. Nous avons une vaste industrie pétrolière et

gazière, des réserves de charbon et des heures d'ensoleillement parmi les plus élevées au pays. Et nous avons du vent. Le Petroleum Technology Research Centre et l'International CCS Knowledge Centre font déjà beaucoup de travail dans notre domaine, et nous avons un collège local exceptionnel prêt à se diversifier. Estevan est la « Ville de l'énergie » et est le centre officieux de la production énergétique de la province et peut-être même du pays. Notre municipalité serait l'endroit idéal pour un centre d'excellence de l'énergie. Un centre pour l'excellence du savoir et de la recherche en production énergétique à faibles émissions de carbone permettrait d'unir toutes les filières énergétiques du pays pour qu'elles canalisent leurs efforts à trouver des façons de réduire nos émissions. Nous pourrions être pour le secteur énergétique ce que la Supergrappe des industries des protéines est pour le développement agroalimentaire.

Recommandation 3 : Que le gouvernement tienne compte des incidences sociales et économiques des politiques de réduction des émissions de carbone sur les collectivités.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone doit reposer sur un examen exhaustif de l'incidence économique et sociale qu'auront les politiques gouvernementales sur monsieur et madame Tout-le-Monde. Les efforts de réduction des émissions ne doivent pas faire en sorte que les aliments de base, le transport, le chauffage et le logement deviennent inaccessibles aux citoyens. C'est ce qui s'est produit en Ontario. Les gens y ont souvent de la difficulté à payer les coûts de chauffage accrus et à subvenir à leurs autres besoins fondamentaux.

Cette situation a d'énormes répercussions sociales auxquelles il faut s'attaquer. Lorsque nourrir et loger sa famille devient un fardeau financier supplémentaire, cela entraîne des problèmes sociaux, comme la hausse de la violence familiale, de la pauvreté chez les enfants, du recours aux services sociaux gouvernementaux et communautaires, des pressions sur les banques alimentaires locales, du stress à l'école et des cas de maladie, et donc des dépenses en santé.

La priorité doit être accordée à la transition vers une économie sobre en carbone et à l'amélioration de notre qualité de vie. Pour y arriver, il suffit de faire un effort conscient pour atténuer les impacts extrêmes découlant de la réduction de notre empreinte carbone avec un plan global traitant des incidences environnementales, économiques et sociales.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone ne peut se faire aux dépens de notre économie. Inévitablement, même si nous éliminons la totalité des émissions de carbone du Canada, nous n'aurons qu'un effet négligeable sur la situation mondiale. Le plus grand impact que le Canada puisse avoir c'est de montrer l'exemple au reste du monde. Le Canada

peut faire une réelle différence s'il favorise le rayonnement des technologies incroyables du secteur des ressources qui ont et continueront d'avoir un impact, surtout si elles se propagent ailleurs dans le monde.

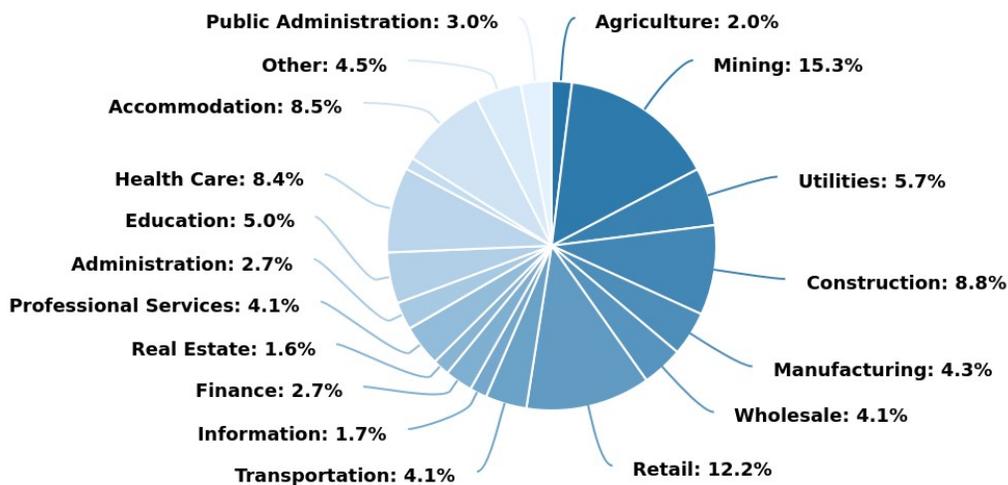
La technologie géothermique de notre province a été rendue possible grâce aux avancées et aux travaux de recherche du secteur pétrolier et gazier. La technologie de CSC a vu le jour pour compenser le coût élevé historique du gaz naturel et ainsi offrir une méthode propre pour continuer à utiliser le charbon comme option sobre en carbone. Dans le secteur agricole, la culture continue a été mise au point pour réduire l'immense érosion des sols qui se produisait dans les années 1970 et 1980, et il s'agit désormais d'une méthode largement reconnue de créer des puits de carbone.

Reconnaître les percées réalisées par notre pays, développer davantage ces technologies et voir quelles avancées technologiques réalisées par certaines industries pourraient être adoptées par d'autres secteurs ou pays doit absolument être une priorité pour notre économie, et c'est ainsi que nous ferons une réelle différence à l'échelle mondiale.

Recommandation 4 : Que le gouvernement veille à ce que les collectivités affectées par les politiques de réduction des émissions de carbone aient rapidement accès aux fonds et au soutien qui les aideront à faire la transition.

La municipalité d'Estevan sera durement touchée par la transition vers une économie à faibles émissions de carbone si la technologie de CSC n'est pas développée pour d'autres centrales au charbon. Le graphique ci-dessous illustre la population active par secteur :

Labour Force by Industry



Source : Statistique Canada

Dernière mise à jour : novembre 2017

Légende :

Population active par secteur

Agriculture; industrie minière; services publics; construction; fabrication; commerce de gros; commerce de détail; transports; information; finances; immobilier; services professionnels; administration; éducation; soins de santé; logement; autres; administration publique.

L'industrie minière et les services publics représentent plus de 20 % de l'emploi à Estevan. Les règlements fédéraux sur les gaz à effet de serre feront en sorte qu'Estevan perdra environ 20 % de sa main-d'œuvre d'ici 2030 en raison de l'interruption de l'exploitation du charbon. La perte de ces salaires dans l'économie locale pourrait avoir un effet multiplicateur inverse qui pourrait faire doubler, voire tripler, ce chiffre. Près de la moitié de la population active serait alors touchée.

La municipalité d'Estevan a été prévoyante dans son plan stratégique pour diversifier son économie. En 2017, des fonds ont été alloués pour embaucher un coordonnateur du développement économique, et le Comité de développement économique a été formé pour représenter les principaux acteurs et industries de la région. En 2018, le Comité de transition pour l'industrie du charbon a été mis sur pied pour obtenir une vue d'ensemble de l'avenir de notre collectivité. Toujours en 2018, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada s'est joint aux discussions et a promis une aide financière fédérale pour faciliter la transition.

Cette aide est vitale pour notre collectivité. Toutefois, les paramètres de financement ont été, au mieux, ambigus, et le processus d'approbation de la demande, lent.

Ce n'est pas la première fois qu'une économie locale ressent les effets de la fermeture d'une industrie. Or, cette fois-ci, cette fermeture est clairement le résultat d'une politique fédérale. Le financement fédéral est donc crucial, mais la consultation constante du gouvernement est également essentielle. Nous devons faire mieux. Estevan ne devrait pas avoir à grappiller les quelques outils qu'elle trouve pour essayer d'élaborer un plan d'avenir autoguidé. Elle devrait avoir à sa disposition des experts pouvant être consultés, des pratiques exemplaires étayées pour élaborer des plans stratégiques ainsi que des projets novateurs à démarrage rapide qui peuvent être lancés immédiatement. Une priorité claire devrait être accordée à une transition qui pourrait s'inscrire dans le mouvement de notre collectivité vers une économie à faibles émissions de carbone.

Au bout du compte, notre collectivité n'aurait pas à faire la transition et pourrait respecter, voire dépasser, les exigences de réduction des émissions de carbone si la technologie de CSC était adoptée par les autres centrales électriques d'Estevan. Le problème, ce n'est pas le charbon, ce sont ses émissions. La technologie de CSC est la solution et aura deux grands impacts : le passage à une économie sobre en carbone et la viabilité économique d'Estevan.

Recommandation 5 : Que le gouvernement reconnaisse que la transition vers une économie à faibles émissions ne devrait pas compromettre la production fiable et abordable de charge de base.

Les résidents de la Saskatchewan reconnaissent peut-être l'urgence de passer à une économie à faibles émissions de carbone, mais cette transition ne devrait jamais compromettre leur accès à une charge de base fiable et abordable. Nous ne pouvons tout simplement pas survivre à nos hivers rudes sans une charge de base fiable. Et la population de la Saskatchewan ne tolérera pas que la situation vécue en Ontario se produise chez elle. Jamais une hausse du prix du chauffage ne devrait être telle qu'elle oblige un citoyen canadien à choisir entre chauffer son domicile ou nourrir sa famille.

Recommandation 6 : Que le gouvernement produise un rapport sur l'indice de tarification du carbone.

La population canadienne devrait savoir ce que la transition vers une économie à faibles émissions de carbone nous coûte et ce qu'elle nous fait économiser. Elle a le droit de savoir où est investi ces fonds et s'ils ont une incidence sur le problème qu'ils sont censés régler.

Par conséquent, nous recommandons la production d'un rapport sur l'indice de tarification du carbone. Ce rapport serait une façon systématique de surveiller l'utilisation des recettes de la

tarification du carbone, les industries et les travaux qu'elle finance et son incidence sur l'empreinte carbone du Canada et d'en rendre compte. Si la transition vers une économie à faibles émissions de carbone est l'objectif, nous devrions voir les mesures qui sont prises pour y parvenir et avoir accès à des rapports qui indiquent nos réussites et nos échecs à cet égard.

L'imputabilité est essentielle, pour les industries, les provinces, les citoyens, mais par-dessus tout pour le gouvernement fédéral. Ce dernier doit en effet être tenu de faire rapport sur l'efficacité de sa stratégie de tarification du carbone. Comment être certains que nous nous dirigeons vers une économie sobre en carbone sans système pour suivre nos progrès?